

Introduction

Louis Jacob et Christine Schaut

Numéro 91, 2023

Des projets collaboratifs pour renouveler la citoyenneté culturelle ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1109658ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1109658ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Jacob, L. & Schaut, C. (2023). Introduction. *Lien social et Politiques*, (91), 4–14.
<https://doi.org/10.7202/1109658ar>

Introduction

LOUIS JACOB

Professeur, Département de sociologie – Université du Québec à Montréal

CHRISTINE SCHAUT

Professeure, Faculté d'architecture – Université libre de Bruxelles

—

Le présent numéro propose un examen de diverses initiatives collaboratives ou participatives qui ont en commun de se déployer d'abord à une échelle locale et, à des degrés divers, de mettre à l'épreuve, voire de réinventer l'exercice de la citoyenneté culturelle.

La notion de citoyenneté culturelle désigne aujourd'hui un vaste ensemble de pratiques et de discours qui débordent largement le domaine des arts et de l'offre culturelle traditionnelle. Des droits fondamentaux afférents à l'identité individuelle et collective, à l'éducation, à la liberté d'expression ou à la participation aux institutions culturelles, on passerait à des considérations tout aussi fondamentales sur la participation à la vie démocratique, l'inclusion sociale et la possibilité de se constituer en sujet politique (Meyer-Bisch, 2008; Tarragoni, 2016; Arnaud, 2020). Cette extension des droits est largement attestée par toutes les définitions opérationnelles maintenant intégrées aux dispositions réglementaires et aux lois des États qui entendent faire la promotion du pluralisme culturel, et ce, même si souvent, comme le montrent certains articles de ce numéro, sa réalité et les objectifs de justice sociale ne sont pas intégralement au rendez-vous, et même si des obstacles subsistent à la mise en œuvre des programmes d'équité et d'inclusion dans de multiples secteurs. La notion de citoyenneté culturelle peut donc être comprise dans le prolongement des logiques d'accessibilité et de participation. Les pratiques se diversifient, les publics nouveaux ou jusque-là exclus trouvent une place, les institutions sont plus ouvertes, les biens symboliques circulent de multiples façons, s'échangent, se transforment. Mais dans la notion de citoyenneté culturelle, il y a encore autre chose que l'extension des droits et l'intégration

sociale, comme on le verra. Au-delà des principes de démocratisation et de démocratie culturelle, au-delà du pluralisme des œuvres et des événements artistiques, des publics et des institutions culturelles, il existe plus fondamentalement des manières inédites d'exprimer son identité, de manifester son appartenance, de donner voix au conflit social et de produire un espace commun. La citoyenneté culturelle, dans son acception la plus large, désigne donc la capacité réelle d'apporter « quelque chose », de contribuer, de modifier, de « changer les choses ».

Quelques mots sur la problématique générale dans laquelle s'inscrit ce numéro. Les expériences collaboratives évoquées ici mettent à l'épreuve et réinventent donc les nouvelles formes de mobilisation et de participation citoyennes à la marge des institutions mais aussi en leur centre, ainsi que les politiques et les droits culturels en les élargissant aux enjeux sociaux et politiques (Kaine, 2016; Kruzynski, 2017; Pignot, 2018; Polletta, 2013; Sholette, Bass et Social Practice Queens, 2018; Zamora, 2014). Des projets très variés sont désignés par des termes génériques désormais largement répandus : friches culturelles, communs, tiers-lieux, laboratoires de création, fab labs, occupations temporaires, incubateurs, centres autogérés, regroupements interdisciplinaires, etc. Ils constituent des collectifs citoyens qui prennent place dans des lieux spécifiques et opèrent selon des modalités organisationnelles elles aussi spécifiques, souvent basées sur l'autogestion et la sociocratie (Lallement, 2019). Ces collectifs remettent également en question les logiques de développement urbain ou territorial intégré en dépassant les modes habituels de fabrication et d'appropriation des espaces, en floutant la frontière entre espace privé et espace public, entre usage et propriété, et en favorisant l'économie circulaire.

Cette problématique générale suppose également que les collectifs réinventent aussi les collaborations interdisciplinaires entre équipes de recherche, militants et regroupements citoyens, et par l'attention qu'ils portent à la nature et aux matériaux utilisés, ils proposent d'autres modes de relation avec l'environnement humain et non humain. Ce serait le cas des laboratoires de création ou projets multidisciplinaires, des réseaux de solidarité alimentaire ou des projets éco-artistiques, tous étroitement insérés dans leurs milieux (Babin, 2022; Miessen et Basar, 2006; Moulaert, 2009; Atelier d'architecture auto-gérée, 2007; Sermon, 2019; Mahoney, 2017; Zhong Mengual, 2019).

Il faut souligner que les identifications, les interdépendances, les aménagements, et donc aussi les lignes de fracture et les conflits contenus dans ces expériences varient évidemment d'un État à l'autre, et tous les concepts susceptibles d'orienter nos interrogations ne sont pas uniformes – on n'a qu'à penser aux destins pour le moins disparates des notions de « territoire », de « communauté » ou de « collectivité » de part et d'autre de l'Atlantique (Brubaker, 2001; Fraser, 2005; Meyer-Bisch, 2008; Wieviorka, 1996). Ces transformations des pratiques et des droits culturels n'ont évidemment pas échappé à la réflexion et à l'analyse critique dans les champs connexes de la critique et de l'histoire de l'art, de l'analyse des politiques culturelles et des écosystèmes professionnels, ou de la sociologie des pratiques culturelles (Bishop, 2012; Casemajor, 2017; Kelley et Kester, 2011; Martel, 2015; Miglioretti, 2016; Roy-Valex et Bellavance, 2015).

Dans ce numéro, on verra la citoyenneté culturelle s'exercer dans les institutions soutenues par les pouvoirs publics, telles que les bibliothèques, les centres culturels, les réseaux et organismes artistiques – des institutions qui sont elles-mêmes entraînées dans d'importantes transformations avec la montée de la participation ou les politiques d'équité, de diversité et d'inclusion. Mais la citoyenneté culturelle se manifeste aussi, bien souvent sous des formes inédites et moins prévisibles, au sein de nouveaux lieux créés par des collectifs citoyens, certains bénéficiant d'un soutien public, d'autres au contraire très jaloux de leur autonomie et de leur capacité d'autogestion. La citoyenneté culturelle se rencontre enfin dans les sociabilités ordinaires et de proximité. Si l'expression locale de la citoyenneté était déjà perceptible dans le mouvement de démocratie culturelle avec laquelle s'imposait le souci d'être au plus près des espaces de vie des individus et groupes sociaux populaires et d'encourager leur participation par la reconnaissance de leur créativité (Genard, 2001), deux facteurs semblent l'avoir rendue encore plus urgente. D'une part, face à la critique faite à la démocratie représentative (Pourtois, 2021), la participation citoyenne, conçue essentiellement à l'échelle locale, devient un véritable référentiel de l'action publique (Muller, 2015). L'intérêt s'approfondit encore avec la prise de conscience de la crise écologique, et, avec elle, la nécessité de « réencastrier » les humains dans la terre en privilégiant une solidarité de proximité (Maniglier, 2021). Cette opération de réencastrement engage *de facto* à un travail de reprise des territoires vécus et de l'échelle du local entendue non pas comme l'expression d'un repli identitaire, mais bien comme l'expression d'une ouverture et d'une curiosité, une volonté de rencontres et d'entremêlements, au sein d'un espace où peut s'expérimenter une nouvelle citoyenneté démocratique (Zask, 2018).

C'est ainsi que les articles du dossier invitent à comprendre comment et dans quelle mesure des pratiques ordinaires comme le partage des tâches et des ressources dans un logement collectif, le partage de ces expériences quotidiennes qui composent un vivre-ensemble, redessinent la citoyenneté (Gyselynck); comment la prise de parole spontanée à l'occasion d'une fête communautaire déplace les rôles et ouvre un espace politique autre, plus proche, plus ancré (Demichel-Basnier); comment des actions partisanes et la mise en place de services autogérés font émerger de nouvelles identités collectives, contraires aux représentations dominantes (Pietron); comment, en dépit des conditions matérielles difficiles et des contraintes normatives de tous ordres, des lieux alternatifs proposent des formes de solidarité, d'entraide, d'engagement citoyen (Tehel, Pasquier et Guibert); comment des œuvres peintes sur les murs d'un quartier stigmatisé deviennent un enjeu politique à l'heure des villes globales (Ossandón, Campos Medina et Aubán Borrel).

Outre ces « citoyennetés ordinaires » (Carrel et Neveu, 2014), ou ces expériences à bas bruit dont font largement état les articles qui suivent, l'extension de la citoyenneté culturelle passe aussi par la reconnaissance de groupes minorisés ou stigmatisés, lorsque par exemple la communauté sourde s'engage dans la production de connaissances par le biais de la création vidéo, se réapproprie l'espace médiatique, partage ses savoir-faire et contribue pleinement à une citoyenneté culturelle sourde (Abdelmoumeni Pierini, Achille, Bieth, Heussaff, Lacombe et Leduc). Ce sera encore le cas, dans un autre registre, avec la reconnaissance et la rencontre des cultures autochtones et des cultures migrantes dans la représentation théâtrale; le spectacle vivant apparaît alors comme la mise en scène des dynamiques transculturelles, parfois troubles et tendues, du monde contemporain (Côté). Le cinéma peut aussi devenir un outil de recherche collectif et faire entendre, donner à voir des expériences jusque-là invisibles, des projets singuliers d'appropriation de l'espace urbain qui sortent de l'horizon convenu (Póvoas). Autre rencontre, autre cas de figure : celui des artistes qu'on invite à œuvrer dans les milieux de vie; l'hospitalité réservée aux artistes en résidence implique non plus seulement les organismes d'accueil, mais toute la communauté locale, qui peut alors se saisir d'un problème et chercher une solution de manière collaborative (Desmet). Ce qui est remarquable à notre avis dans ces autres expériences de citoyenneté, c'est qu'en retour du travail de reconnaissance, ce sont toutes les expériences collectives, les pratiques et les œuvres culturelles qui s'approfondissent, s'enrichissent, s'ouvrent davantage à la complexité qui est, peut-être plus que jamais, la leur.

Avec la citoyenneté culturelle, et tous les articles réunis ici tendent à le démontrer selon des approches complémentaires, il n’y a plus d’équivoque sur le fait que les phénomènes de culture ne sont pas séparés ou isolés des autres, et qu’on y observe des dynamiques transversales. D’une part, les rapports de pouvoir, les inégalités économiques, les catégories de race, de genre et de sexe, la diversité capacitaire traversent les pratiques et les discours, et les nouvelles manières de faire collaboratives, qu’elles soient issues des champs culturel, social ou politique, s’alimentent mutuellement en faisant fi, ou voulant le faire, des frontières traditionnelles. D’autre part, ces transformations qu’entraînent la démocratisation et la démocratie culturelle, les logiques d’accessibilité et les injonctions à la participation ne vont pas sans frottements, sans remous, sans conflits. Des écarts importants subsistent entre les intentions officielles, les logiques organisationnelles, les volontés locales, les ressources mobilisées (Tehel, Pasquier et Guibert), les habitudes ancrées dans les institutions, les parcours biographiques et les publics cibles (Pietron). Parfois, même, ce sont les lieux de rencontre qui font défaut et les divergences de point de vue qui ne se manifestent pas pleinement (Derbas Thibodeau et Poirier). Très vite, des critiques émergent pour révéler les limites de l’action publique autant que des initiatives citoyennes, et l’inclinaison toujours largement répandue à favoriser la parole experte, la culture légitime, plutôt que l’expérimentation, la création et les cultures alternatives qui sortent de la routine (Vandeninden). La « culture de proximité » doit pouvoir surmonter les inégalités et la diversité des capacités, s’inscrire dans une certaine durée, faire converger des intérêts et des aspirations qui n’évoluent pas toujours dans le même sens (Klein, Tremblay, Manon et Angulo).

Les perspectives analytiques sont très entrelacées. Pour faciliter la lecture et organiser les articles, nous avons cependant maintenu les trois axes d’interrogation qui étaient les nôtres au moment de lancer l’appel à contributions en avril 2022. Les articles s’inscrivent dans différents horizons disciplinaires, mais principalement ceux de la sociologie de la culture, de la sociologie urbaine et de l’analyse des mouvements sociaux, de l’architecture, du travail social et de l’action culturelle, de l’histoire de l’art et de la communication. Il faut aussi remarquer la diversité des parcours et des pratiques de recherche : nous sommes très heureux de rassembler de jeunes chercheurs et chercheuses, d’autres dont les travaux sont largement reconnus dans leur champ de recherche respectif, qui nous proposent des approches bien distinctes par leur problématique, leur méthode, leur axiologie. La variété des profils des

contributeurs et contributrices, tant sur le plan disciplinaire que générationnel, témoigne sans nul doute de la vivacité de la thématique travaillée dans ce numéro. Les trois axes que nous distinguons maintenant par souci de clarté sont en fait abordés plus ou moins directement dans chacun des articles.

1. Les politiques et les contextes, ou les institutions aux prises avec la participation

Dans l'appel à contributions, nous invitons à étudier les manières par lesquelles les initiatives citoyennes se mesurent aux politiques culturelles existantes et à leur gouvernance aux échelles locale et régionale, ainsi qu'aux politiques transversales, par exemple en matière d'aménagement du territoire ou d'emploi. Nous cherchions à comprendre comment leur action contribue à l'évolution des politiques et des droits culturels, mais aussi comment elle s'y oppose, comment elle met en jeu leurs logiques politiques et leurs modes de fonctionnement. Cet axe d'interrogation entend aussi étudier la manière dont les initiatives citoyennes s'emparent des outils de la démocratie participative et en inventent de nouveaux, et quels sont leurs rapports avec les dispositifs participatifs institutionnalisés, de même que les formes d'engagement qu'elles favorisent, entre autres au travers de la création de collectifs citoyens. Ce qui apparaît surtout dans les articles, c'est la difficile conversion des institutions culturelles à une participation citoyenne pleine et entière, au travail collaboratif et horizontal avec leur environnement associatif, ainsi que les limites de la démocratie culturelle (Derbas Thibodeau et Poirier; Klein, Tremblay, Manon et Angulo; Vandeninden). On observe également l'ambivalence de la citoyenneté ordinaire : elle offre des ressources à des individus qui peuvent valoriser leurs savoir-faire par ailleurs peu reconnus sur les scènes de la culture légitime, mais est dans le même temps instrumentalisée par les politiques locales ; elle soutient une certaine normalisation des comportements et risque d'être dépolitisée (Demichel-Basnier). On y voit aussi le dur labeur qu'elle constitue, d'une part pour les personnes prenant en charge le maintien de leurs lieux de vie et l'organisation d'espaces-temps collectifs (Gyselynck), d'autre part pour les professionnel·le·s qui assurent l'animation et la prise en charge de publics parfois très vulnérables sans pouvoir compter sur une stabilité statutaire (Tehel, Pasquier et Guibert).

2. Les dispositifs, ou une citoyenneté culturelle située

Le deuxième axe d'interrogation visait quant à lui à donner chair aux initiatives elles-mêmes, à leurs réalisations, à la place qu'y prennent les expressions culturelles et artistiques et aux éventuels frottements qui peuvent exister entre ces expressions et les activités avoisinantes. Nous voulions connaître les méthodologies qu'elles utilisent pour embarquer des citoyen·ne·s dans leurs activités. Nous nous intéressions aussi aux profils sociologiques des personnes qui s'y engagent à différents degrés et à leur trajectoire militante et professionnelle, aux alliances qu'elles réalisent et aux obstacles auxquels elles se heurtent. Nous souhaitions accorder une attention particulière à la dimension spatiale et matérielle des projets étudiés. La plupart des articles auxquels nous avons fait allusion plus haut se déploient autour d'une expérience concrète et singulière qui se déroule en un lieu donné. Ce faisant, ils montrent l'importance que l'expression de ces citoyennetés culturelles accorde à l'échelle locale. Mais ils mettent aussi en garde contre une lecture trop naïve de sa montée en puissance : la proximité ne garantit pas, seule, l'effectivité de la citoyenneté culturelle. Elle peut être utilisée à des fins politiques et de marketing (Demichel-Basnier, Derbas Thibodeau et Poirier), tendre les relations de voisinage en renforçant la responsabilité habitante dans la gestion des lieux (Gyselynck) ou encore se révéler incapable de résoudre la question sociale si elle n'est pas articulée à d'autres échelles de pouvoir (Tehel, Pasquier et Guibert).

3. Les laboratoires de la citoyenneté culturelle

Le troisième axe d'interrogation invitait à examiner des cas où la création et la production artistiques sont inextricablement liées à la réflexion sur la citoyenneté. Nous souhaitions porter un regard critique et réflexif sur les enjeux de la recherche-création et de la recherche-action dans les communautés universitaires et non universitaires. Les initiatives étudiées dans le numéro s'arriment souvent à des méthodologies revendiquant l'égalisation des savoirs, mettant en œuvre leur coproduction et privilégiant l'enquête de terrain et la démarche compréhensive, au plus près des personnes, leurs expériences et leurs stratégies de mobilisation. Par effet miroir et de mise en abyme, leur étude scientifique suggère elle aussi de repenser les frontières entre chercheur·euse·s et sujets d'étude, ainsi que leurs modalités d'engagement. Cet axe s'intéresse par exemple à présenter les ouvertures

épistémologiques ainsi soulevées vers la justice spatiale grâce à la création cinématographique participative (Póvoas), ou celles des pratiques d'hospitalité et de la cocréation (Desmet), de l'équité et de la diversité culturelle par le biais de la production vidéo (Abdelmoumeni Pierini, Achille, Bieth, Heussaff, Lacombe et Leduc), du métissage et du transculturalisme tels que mis en scène au théâtre (Côté). De telles ouvertures épistémologiques invitent à la vigilance et à ne pas reculer devant les difficultés, par exemple lorsque la recherche et l'expérimentation confinent à des changements globaux qui leur échappent en grande partie, qu'ils soient politiques ou technologiques, et qui affectent durablement la transmission culturelle.

De nombreuses questions restent en suspens, et nous espérons que le présent numéro favorise de nouvelles recherches dans le domaine. Nous regrettons l'absence dans ces pages d'études portant spécifiquement sur les occupations temporaires, qui sont pourtant un des vecteurs importants de la redéfinition de la citoyenneté culturelle. D'autres lieux et d'autres pratiques de citoyenneté bousculent les conventions et produisent des solidarités inédites. Sans doute ce sont autant de façons de se rappeler que les questions fondamentales concernant l'agir en commun, la production d'un monde commun, le sens et la valeur de la communauté humaine concernent autant la sociabilité ordinaire et les faits de la culture quotidienne que les agencements politiques éphémères ou les convergences transnationales.

—

Bibliographie

Arnaud, Lionel. 2018. *Agir par la culture. Acteurs, enjeux et mutations des mouvements culturels*. Toulouse, Éditions de l'Attribut.

Arnaud, Lionel. 2020. « Une conscientisation "pratique". Les mobilisations culturelles des habitants d'un quartier populaire de Fort-de-France entre autonomisation et politisation », *Sociétés contemporaines*, 118 : 25-49.

Atelier d'architecture autogérée (AAA). 2007. *Urban/Act: A Handbook for Alternative Practice*. Paris, Atelier d'architecture autogérée (AAA)/Plateforme de pratiques et recherches alternatives sur la ville (PEPRAV).

Babin, Sylvette (dir.). 2022. Dossier « Collectifs », *Esse arts + opinions*, 104, hiver : 6-51.

Berbebi-Hoffman, Isabelle, Marie-Christine Bureau et Michel Lallement. 2018. *Makers. Enquête sur les laboratoires du changement social*. Paris, Éditions du Seuil.

Besson, Raphaël. 2018. « Fab Labs. Pour aller plus loin », *La Lettre de l'OCIM. Musées, Patrimoine et Culture scientifiques et techniques*, 177 : 36-41.

Bishop, Claire. 2012. *Artificial Hells. Participatory Art and the Politics of Spectatorship*. Londres/New York, Verso.

Brossaud, Claire, Sandra Fiori et Philippe Simay (dir.). 2019. Dossier « Les communs urbains : nouveau droit de cité ? », *Métropolitiques*, 13 juin. <<https://metropolitiques.eu/Les-communs-urbains-nouveau-droit-de-cite.html>>. Page consultée le 19 décembre 2023.

Brubaker, Rogers. 2001. « Au-delà de l'identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139 : 66-85.

Carrel, Marion, et Catherine Neveu (dir.). 2014. *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*. Paris, Karthala.

Casemajor, Nathalie, Marcelle Dubé, Jean-Marie Lafortune et Ève Lamoureux (dir.). 2017. *Expériences critiques de la médiation culturelle*. Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Monde culturel ».

Colmellère, Cynthia, Delphine Corteel, Volny Fagès et Stéphanie Lacour (dir.). 2019. Dossier « Tiers-lieux : une émancipation en actes ? », *Sociologies pratiques*, 38.

Durand Folco, Jonathan, Marie-Soleil L'Allier, René Audet, Laura Espiau Guarner, Bertrand Fouss, Dan Furukawa Marques, Éline Gauthier, Nadim Tadjine, Jonathan Veillette, Camille Butzbach. 2019. *Les communs urbains : regards croisés sur Montréal et Barcelone*. Montréal, Centre international de transfert d'innovations et de connaissances en économie sociale et solidaire (CITIES).

Findeli, Alain, et Anne Coste. 2007. « De la recherche-crédation à la recherche-projet : un cadre théorique et méthodologique pour la recherche architecturale », *Lieux communs*, 10 : 139-161.

Fraser, Nancy. 2005. *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*. Paris, La Découverte.

Genard, Jean-Louis. 2001. *Les pouvoirs de la culture*. Bruxelles, Éditions Labor.

Gourgues, Guillaume. 2013. *Les politiques de démocratie participative*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Hall, Stuart. 2007. *Identités et cultures*, t. I : *Politiques des cultural studies*. Édition établie par Maxime Cervulle, traduit de l'anglais par Christophe Jaquet. Paris, Éditions Amsterdam.

Hall, Stuart. 2013. *Identités et cultures*, t. II : *Politiques des différences*. Ouvrage dirigé par Maxime Cervulle, traduit de l'anglais par Aurélien Blanchard et Florian Voros. Paris, Éditions Amsterdam.

Hatch, Mark. 2014. *The Maker Movement Manifesto: Rules for Innovation in the New World of Crafters, Hackers, and Tinkerers*. New York, McGraw-Hill Education.

Helguera, Pablo. 2011. *Education for Socially Engaged Art. A Materials and Techniques Handbook*. New York, Jorge Pinto Books.

Kaine, Élisabeth (dir.). 2016. *Le petit guide de la grande concertation. Création et transmission culturelle par et avec les communautés*. Saguenay/Québec, La Boîte rouge vif/ Presses de l'Université Laval.

Kelley, Bill, et Grant H. Kester. 2011. *Collective Situations. Readings in Contemporary Latin American Art, 1995-2010*. Durham/Londres, Duke University Press.

Kester, Grant H. 2011. *The One and the Many: Contemporary Collaborative Art in a Global Context*. Durham, Duke University Press.

- Kruzynski, Anna. 2017. « L'autonomie collective en action : du Centre social autogéré de Pointe-Saint-Charles au Bâtiment 7 », *Nouvelles pratiques sociales*, 29, 1-2, printemps : 139-158.
- Kymlicka, Will. 2001. *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*. Paris, La Découverte.
- Lallement, Michel. 2019. *Un désir d'égalité. Vivre et travailler dans des communautés utopiques*. Paris, Éditions du Seuil.
- Lamoureux, Ève, Danièle Racine et Marie-Odile Melançon. 2022. *Quartiers culturels à Montréal et gouvernance. La participation culturelle et l'engagement citoyen à Verdun*. Recherche partenariale Ville de Montréal, Arrondissement de Verdun/Université du Québec à Montréal. Montréal, Observatoire des médiations culturelles.
- Mahoney, Tara. 2017. « Art, Politics and Systemic Change: An Interview with Astra Taylor », *Public*, 28, 55 : 40-46.
- Maniglier, Patrice. 2021. *Le philosophe, la terre et le virus. Bruno Latour expliqué par l'actualité*. Paris, Les Liens qui libèrent.
- Martel, Richard (dir.). 2015. Dossier « Organisations artistiques : d'ici et d'ailleurs », *Inter, art actuel*, 119, hiver : 3-67.
- Meyer-Bisch, Patrice. 2008. « La valorisation de la diversité et des droits culturels », *Hermès*, 51 : 59-64.
- Miessen, Markus, et Shumon Basar (dir.). 2006. *Did Someone Say Participate? An Atlas of Spatial Practice*. Cambridge, MIT Press.
- Miglioretti, Pierre. 2016. « La démocratie participative dans les politiques culturelles métropolitaines : quel changement dans la conduite des politiques publiques? », *Métropoles*, 19. <doi.org/10.4000/metropoles.5346>.
- Moulaert, Frank. 2009. « Le développement territorial intégré : le rôle des rapports sociaux », *Revue canadienne des sciences régionales*, 32, 1 : 43-57.
- Muller, Pierre. 2015. *Les politiques publiques*. Paris, Presses universitaires de France.
- Nez, Héroïse, et Yves Sintomer. 2013. « Qualifier les savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif : un enjeu scientifique et politique », dans Agnès Deboulet et Héroïse Nez (dir.). *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*. Rennes, Presses universitaires de Rennes : 29-37.
- Pignot, Lisa (dir.). 2018. Dossier : « Tiers-lieux : un modèle à suivre? », *L'Observatoire. La revue des politiques culturelles*, 2, 52 : 7-93.
- Polletta, Francesca. 2013. « Participatory Democracy in the New Millenium », *Contemporary Sociology*, 42, 1 : 40-50.
- Pourtois, Hervé. 2021. « Démocratie délibérative et démocratie libérale », dans Loïc Blondiaux et Bernard Manin (dir.). *Le tournant délibératif*. Paris, Presses de Science Po : 157-175.
- Roy-Valex, Myrtille, et Guy Bellavance (dir.). 2015. *Arts et territoires à l'ère du développement durable. Vers une nouvelle économie culturelle?* Québec, Presses de l'Université Laval.
- Sermon, Julie. 2019. « Théâtre et paradigme écologique », *Les Cahiers de la Justice*, 3 : 525-536.
- Sholette, Gregory, Chloë Bass et Social Practice Queens (dir.). 2018. *Art as Social Action: An Introduction to the Principles and Practices of Teaching Social Practice Art*. New York, Allworth Press.

Tarragoni, Federico. 2016. «Du rapport de la subjectivation politique au monde social. Les raisons d'une mésentente entre sociologie et philosophie politique», *Raisons politiques*, 62, 2 : 115-130.

Wieviorka, Michel (dir.). 1996. *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*. Paris, La Découverte.

Zamora, Daniel (dir.). 2014. *Saul Alinsky : organiser et armer la communauté*. Bruxelles, Revue de l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles.

Zask, Joëlle. 2018. *Quand la place devient publique*. Lormont, Le Bord de l'eau.

Zhong Mengual, Estelle. 2019. *L'art en commun : réinventer les formes du collectif en contexte démocratique*. Dijon, Les Presses du réel.